

CONJONCTURE ACTUELLE DES ELECTIONS EN RDC.
Notes pour la conversation de salon de Ndjili, le 3 septembre
2005. Ernest Wamba dia Wamba.

La situation actuelle, en RDC est caractérisée par : une absence totale de vision et d'orientation nationale. Tous les yeux sont braqués sur l'Extérieur : la communauté internationale surtout.

Le gouvernement en place n'a pas de crédibilité de gestion financière vis-à-vis de la communauté internationale et de la population congolaise : plusieurs détournements des fonds, à partir de la Banque Centrale, ont été signalés, les plus récents, dans lesquels la BCC est impliquée concernent un montant de 1.500.000 dollars.

Le budget alloué à la défense a souvent fait l'objet de détournements. La corruption accompagne la gestion des aides financières ainsi que la gestion du budget national lui-même. Les obligations financières du gouvernement vis-à-vis de tiers sont en souffrance permanente.

Le gouvernement n'a pas de légitimité politique : en plus de violation de ses propres lois budgétaires, il n'applique pas complètement les Accords signés (Lusaka, Sun City, Pretoria, Luanda, Dar-es-Salaam, etc). Il s'est montré insensible à la paupérisation croissante de la population. L'impunité n'a pas reculé. Le partage de pouvoir a souffert d'un décompte inégalitaire des concernés : la logique de composantes et entités est teintée de clientélisme, ethnicisme, régionalisme et corruption. Le consensus est marqué, de plus en plus, par un refus de dialogue et une représentation sélective.

Le gouvernement n'est pas administrativement efficace : l'amateurisme, l'apprentissage en fonction, l'absence de clarté sur la détermination des tâches, la supervision dans leur réalisation et leur suivi ; le vandalisme organisé des ressources de l'Etat, l'absence de confiance entre agents et donc de l'esprit d'équipe et de corps ; le refus systématique de mettre les personnes qui conviennent aux places qu'il faut ; l'irresponsabilité généralisée ; l'absence de prévision crédible, etc.

Aucune capacité politique indépendante ne se développe dans la population pour lui permettre de faire pression capable de forcer le gouvernement de modifier ses modalités de fonctionnement. Les gens pensent que les élections seront une occasion pour se donner un bon gouvernement responsable devant eux. Aucun effort ne se fait pour prévoir les principes, les gardes fous, les structures et organisations qu'il faut pour responsabiliser ce nouveau gouvernement.

Une grande partie de la société civile est complice du gouvernement. Les partis politiques ne font aucune politique ; ils sont orientés vers les ambitions de partage de pouvoir comme moyen d'avoir accès aux ressources pour la survie de la « mentalité primitive de chacun pour soi » est hégémonique : le dialogue s'avère impossible, si l'on ne peut gagner qu'au détriment des autres.

structionLes intellectuels sont frappés d'abaissement et se positionnent comme intellectuels organiques des forces gouvernementales ou extérieures pour leur survie.

La politique oppositionnelle n'organise pas une capacité politique indépendante des gens ; elle s'agit pour l'amélioration, en sa faveur, des conditions du partage du pouvoir. Elle n'a pas une vision différente du pouvoir et surtout de la source du pouvoir : plaire aux forces extérieures ou faire pression à la communauté internationale pour se crédibiliser pour le remplacement du gouvernement. L'horizon de la politique oppositionnelle c'est de fonctionner comme un gouvernement parallèle. Elle n'aimerait pas une capacité politique indépendante des gens qui lui exigeraient d'être responsable devant eux. La politique oppositionnelle est une politique étatique qui n'est pas celle du point des gens. Elle promet aux gens de bien faire une fois au pouvoir, mais pas organiser une capacité politique indépendante des gens pour prescrire sur l'Etat en place afin qu'il modifie ses modalités de fonctionnement.

Devant cette situation interne, les « donateurs » hésitent de débloquer rapidement les fonds qu'ils ont promis. Ajouter au retard le fait que les « donateurs » ne se coordonnent pas et travaillent en fait en compétition. Les fonds promis sont de loin inférieurs aux besoins financiers nécessaires pour l'assistance humanitaire, pour la reconstruction du pays et pour son développement. Les fonds ne visent même pas à la mobilisation politique des gens pour la reconstruction et le développement. Beaucoup de forces humaines restent inoccupées. La communauté internationale, tenant compte du manque de crédibilité du gouvernement, transforme l'accompagnement en une véritable pression sur le gouvernement. Le pays est aujourd'hui dans un état de semi-colonie. Les gens de la population sont dans l'embarras : face à l'irresponsabilité du gouvernement faut-il être pour ou contre la recolonisation ?

Les Nations Unies ont dramatisé, par des rapports d'experts, etc., l'existence d'une exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC par des pays voisins, directement ou par l'entremise de leurs agents et alliés congolais. Des richesses énormes pouvant aider dans la reconstruction du pays sont acheminées, presque sans laisser des traces locales en termes de rente, à l'Etranger. Les organisations ou entreprises derrière cette exploitation criminelle méritent d'être explicitées. L'alliance entre les forces sécuritaires des Etats et les hommes/femmes d'affaires est l'un des réseaux dynamiques de cette exploitation ; elle est aussi une force motrice de la corruption. Bientôt tout le pays, de l'Est à l'Ouest, sera une mosaïque d'exploitation minière artisanale : Bafasende, Eanalia, Mongwalu, Watsa, Mbuji Mayi, Tshikapa, Yakoma, Luozi, etc. Dans l'absence de l'autorité de l'Etat, certains sites sont régis par la loi de la jungle. Le trafic d'armes et l'existence des groupes armés sont liés à cette exploitation. La guerre des matières précieuses est liée au processus de la semi-colonisation du pays.

Dans cette situation, non seulement les gens les plus corrompus ont le plus d'accès aux ressources, les milices deviennent les forces engagées directement dans l'exploitation minière. Le désarmement volontaire, organisé par le gouvernement, a fourni le gros des milices qui sont retournées aux zones minières pour leur survie et ont utilisé les

ressources minières pour se rearmar et continuer la violence. La paix durable et la sécurité sont hypothéquées dangereusement.

En effet, l'insécurité dans le pays ne fait qu'augmenter plutôt que baisser. A Kinshasa même les cas d'assassinat sont souvent signalés. Les zones de conflits s'étendent de plus en plus de l'Ituri, les deux Kivus jusqu'au Kasai et Katanga. De nouvelles milices se sont formées à l'Est du pays : Défense Locale au Nord Kivu, le groupe Jacksson, les Mai Mai du Nord Katanga (sans rapports avec les Mai Mai du Kivu). Les 5 milices de l'Ituri ont été rejointes par le Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC) formé récemment à Kampala. Il faut y ajouter les groupes armés étrangers : le FDLR du Rwanda et le Nalu de l'Ouganda.

L'amélioration des conditions de la sécurité nationale est butée contre les mêmes pesanteurs : manque de volonté politique pour accélérer la formation des FARDC, soutenu par la corruption dans les échelons supérieurs du ministère de la Défense, le commandement parallèle et l'indiscipline dans les troupes ; l'insuffisance des ressources et le retard dans le déboursement des fonds promis ; l'absence de l'Etat dans plusieurs endroits. ; etc.

Conjoncture actuelle des élections.

Les attitudes ambivalentes prédominent. La communauté internationale qui a donné ou promis de donner le gros montant des finances pour organiser les élections, veut vite arriver au but dans les limites du temps de la transition, même si toutes les conditions de bonnes élections ne sont pas réunies ; elle a en même temps une certaine méfiance vis-à-vis du gouvernement dont la crédibilité est douteuse. Elle commence à prendre de plus en plus d'initiatives dans les affaires internes du pays. On veut relancer Monsieur Rigueur !

Les gens du gouvernement ne veulent pas organiser les élections pour se faire remplacer ; ils tergiversent et n'affichent pas une grande volonté d'organiser convenablement les élections s'ils ne peuvent pas les gagner. Ils utilisent leurs positions pour s'enrichir afin de pouvoir acheter les votes. Leurs campagnes pré-électorales sont des tentatives de plaire aux gens par la distribution des « biens » achetés avec des ressources de l'Etat. Compte tenu du fait que les gens les plus corrompus détiennent probablement les plus des ressources pouvant influencer les choix de la population dont le niveau de la conscience générale est routinier, les mêmes gens risquent d'être reconduits au pouvoir.

Les comportements des gens des partis ne se marient pas avec ce qu'ils présentent comme leurs « projets de société » ; leurs partis ne sont pas motivés par des luttes idéologiques ni même des confrontations du type politique contre politique ; ils sont motivés par le seul positionnement pour le partage de pouvoir. La plupart des partis ne font preuve ni d'avoir une notion de l'Etat ni celle de la Nation et encore moins celle du destin de celle-ci. Ce n'est pas étonnant, par exemple, que sous le régime de L-D. Kabila, on sollicitait une position au Parlement par une demande d'emploi. Ils

veulent bien obtenir les emplois les plus rémunérant sans se soucier des exigences des tâches qu'impliquent ces emplois ni d'avoir la compétence requise ou la volonté de les remplir convenablement.

La patience des gens de la population a considérablement baissé ; le poids de la misère et de l'amertume (avec au moins 1000 personnes qui meurent chaque jour), l'insécurité (physique, psychologique, morale, alimentaire, etc.) l'empêchent de se soulever. Ils désirent et souhaitent bien un changement. Ils comptent sur l'intervention divine et les élections. Les prophètes se multiplient, des vrais et des faux. Chaque jour, les gens sont surtout préoccupés seulement de [satisfaire les désirs corporels : où dormir ? que manger ? que porter ? comment se déplacer] ? comment apaiser les peines corporelles ? que boire ? comment se faire soigner ? comment enterrer ses morts ? comment se marier ? Etc. Il n'y a pas de temps et d'opportunité de satisfaire les désirs de l'esprit ou de méditer et dialoguer avec son âme. Ils veulent bien les élections pour chasser le mauvais gouvernement ; ils ne peuvent savoir comment faire de sorte que le mauvais gouvernement qui organise les élections puisse les perdre. Les occasions pour transformer leur conscience de celle de soumission en celle réformatrice ou révolutionnaire exige un appareillage organisationnel qui fait défaut.

C'est depuis le renversement de Mobutu qu'il y avait un enthousiasme populaire pour une espérance nouvelle ; le nouveau régime n'avait pas soutenu cet enthousiasme qui s'était éteint au fur et en mesure que les mêmes anti-valeurs, dominantes sous Mobutu, commencèrent à relever leurs têtes courbées. Le personnel Mobutiste commença alors à refaire surface. L'enthousiasme pour les élections souffre du fait que ce que la manière dont s'organise et s'exécute l'enrôlement n'inspire aucune confiance. L'enrôlement ne soutient pas cet enthousiasme. Faut-il s'enrôler ou non ? Les gens se décident de s'enrôler surtout pour être en possession d'une carte d'identité assimilée à une carte pour citoyen. Certains « étrangers » saisissent cette occasion facile de devenir des citoyens congolais.

L'enrôlement a créé des emplois, même si ce sont des emplois temporaires; mais leur gestion a été marquée par les mêmes anti-valeurs : des agents sont payés, d'autres non ou irrégulièrement ; certains sont recrutés sur base de tests, d'autres sur base de clientélisme, etc. La sécurisation de l'opération est confiée aux forces négligées, et qui donc ne la sécurisent pas. La campagne rurale où habite la majorité de la population semble avoir été négligée dans les prévisions comme dans la supervision et le suivi. Comme pour le budget national dont 85% de recettes restent à la capitale, on se demande si la même répartition n'est pas suivie pour l'enrôlement. L'opération d'enrôlement, en tant qu'une préfiguration de l'opération électorale, annonce une issue électorale de contestations et peut-être des violences.

Voter c'est adhérer à un système politique donné.

Quand on vote, on doit savoir ce que l'on fait politiquement. En votant, on exprime, affirme et proclame son **adhésion, son appui et son alignement à un mode historique de la politique** qui fait des élections son dispositif organisé et organisant

cette politique. C'est-à-dire, on accepte la façon dont une politique se propose à la fois comme processus, des systèmes de décisions et des pratiques, et comme pensée intérieure à ce processus. Dans notre pays, tout système des décisions est introduit, si pas imposé, par le sommet sans que la majorité de la population soit impliquée activement.

Après la Guerre froide, la démocratie, en tant que forme de l'Etat, est assimilée à l'Etat parlementaire. L'alignement à cette forme d'Etat est vu comme nécessaire et obligatoire. « Il est en quelque sorte interdit de n'être pas démocrate. » Il justifie les croisades humanitaires de l'Occident ; il conditionne les « aides au développement » et rationalise les guerres pour la démocratie en Iraq, en Afghanistan et ailleurs. Les jugements normatifs de pourquoi cet Etat, cette configuration étatique doit être préférée par tous sans exception et constitue le « bon Etat » recherché, ne sont pas ouverts aux débats par le *demos congolais* par exemple. L'impression est donnée que le modèle de cet Etat est conçu comme une technologie nous venue d'ailleurs. Mais, on ne s'occupe même pas de savoir que comme dans le cas de s autres formes de transfert de technologies, pour que celles-ci prennent racines, les conditions internes de leur implantation dépendent de la participation active de la population concernée.

Même les Américains eux-mêmes commencent à se poser des questions de savoir s'il y a vraiment quelqu'un qui sache comment construire la démocratie pour les autres, dans les pays où il n'existe pas encore des conditions d'existence de la démocratie. L'idée des « peuples de Dieu » entraînerait-elle celle de l'imposition de la démocratie partout ? Dans Romains 11 : 36, nous lisons : « En effet, tout vient de lui, tout subsiste par lui et pour lui. A lui soit la gloire à jamais! Amen.» De Dieu, par Dieu et pour Dieu, comme du peuple, par le peuple et pour le peuple. Mais la démocratisation par la mondialisation doit-elle être par imposition ? La démocratie ne devrait-elle pas être enracinée dans les traditions culturelles de chaque pays, ne doit-elle pas être, comme dit Président Mkapa, « endogène », construite dans chaque pays par son propre **demos** ? Le très riche héritage des résultats des luttes de résistances contre toutes les formes de servitude : pratiques initiatives de résistance féminine, les pratiques de la palabre communautaire, les pratiques de réconciliation populaire (**munkukusa**), les pratiques de veillée guérisseuse, le mouvement de **Lemba**, les levées et révolutions des esclaves, etc., dont on ne parle pas dans des récits historiques écrits du point des victorieux ; cet héritage ne peut-il pas servir de matériaux pour une confection d'une démocratie endogène ?

Le jugement normatif par lequel on décide sur le choix entre les deux doctrines de l'émancipation humaine issues des 18^{ème} et 19^{ème} siècles n'est jamais mis au débat : ou bien l'émancipation humaine est fonction du progrès économique sous la direction des riches propriétaires (Révolutions américaine et française) ; ou bien l'émancipation humaine est fonction de l'engagement ferme sur l'égalité générique de l'humanité sous la direction d'un leadership militant convaincu qu'il ne faut jamais refuser l'humanité à quelqu'un (Révolution des esclaves haïtiens). Je ne peux pas aller en détails sur cette question cruciale dont dépendra l'avenir du monde.

Les élections ne sont qu'un dispositif de ce « bon Etat » que nous devons préférer et dont le projet de Constitution à soumettre au referendum propose les contours. Bien que les Constitutions, dans notre pays, ne soient pas toujours respectées par nos dirigeants, le peuple doit bien le débattre, en disséquer les implications par rapport aux revendications populaires. Ce projet part-il de la volonté des gens locaux, régionaux et nationaux de se prendre en charge, de contrôler leurs vies, leurs ressources et leurs dirigeants ? Ne serait-il pas taillé sur mesure d'une minorité de personnes voulant contrôler le pouvoir ? Toute la sagesse disponible dans le pays a-t-elle été consultée, interrogée et utilisée ? La sacralité de la propriété communautaire (des terres par exemple) a-t-elle été re-affirmée ? La Présidence est-elle suffisamment différente de la Présidence impériale Mobutiste ? Le Parlement est-il réellement l'organe suprême de l'Etat ? La campagne rurale, où vit la majorité de la population, a-t-elle obtenu les moyens d'exercer son influence proportionnelle sur la gestion du pays et de l'Etat ?

Les formes d'organisation ou des assemblées du type « Sauvons le Congo », dans la population, sont essentielles. Même pour l'enrôlement, il faut que des gens se lancent dans des batailles de questionnement : il faut des audits techniques populaires des activités de la CEI. Comment ont été utilisées les ressources tant matérielles que financières, c'est pourquoi il y a eu si tant d'irrégularités, de manquements et de promesses non tenues ? **La CEI, qui sert-elle ouvertement ?** Cet exercice politique pourra générer, dans la population, la capacité politique nécessaire pour être en mesure de peser sur le processus de l'organisation des élections crédibles, libres et indépendantes.

Oublions les illusions et préparons-nous pour les vraies et bonnes élections.

Le partage des entreprises publiques n'a favorisé que les mêmes groupes qui se sont déjà enrichis, renforçant ainsi l'inégalité des chances et d'opportunité dans le combat des élections. Si les plus corrompus ont plus d'accès aux ressources disponibles et si la conscience de la population reste très basse, comment ne réussiraient-ils pas d'acheter les votes des gens et gagner les élections ? Dans ces conditions d'inégale opportunité d'engagement aux élections, qui doivent les gagner pour qu'il n'y ait pas des contestations pouvant relancer la violence ?

Les marionnettes des forces extérieures, une fois élues, ne peuvent pas devenir responsables devant le peuple congolais, à moins que celui-ci développe une puissance politique capable de transformer ces marionnettes en vrais patriotes. Nous devons être capables de bien saisir notre intérêt national et comment il s'articulerait favorablement aux intérêts réels des puissances, des pays voisins et d'autres pays. Cette articulation doit être l'indicatrice de la qualité de chaque politique incarnée par chaque candidat.

Quelles sont donc les politiques en présence ? Lesquelles sont complètement tournées vers et dépendantes sur l'Extérieur Dans la bataille, politique contre politique, offrent-elles un vrai choix ? Les politiques de positionnement dans le partage des postes du pouvoir n'a amené jusqu'ici que misère, conflit et délabrement du pays.

Elles n'offrent aucun choix.

L'État, tel que restructuré par le projet de Constitution, offre des lieux stratégiques électoraux : les provinces (gouvernorat et assemblée), entités décentralisées (secteur, chefferie et localité) et le Parlement. C'est ici que la démocratie se vérifie en pratique. C'est de là que peut émerger ce qui donnerait de l'élan aux pratiques démocratiques sur le plan national. Il faut des candidats conscients de la volonté du peuple pour l'autodétermination à tous les niveaux.

Le choix entre candidats aux élections exige des critères clairs de choix. D'abord, il faut connaître l'éthique pour mieux comprendre le rôle du jugement moral dans la démocratie. Cela nous rend mieux équipés, de plus en plus, d'être capables de faire des bons choix en termes de qui doit être dirigeant.

Notre évaluation se fait sur la base des caractéristiques personnelles, de l'engagement, la vision, l'honnêteté, le professionnalisme, l'humilité, l'intégrité, l'expertise, etc., des candidats. Il ne faut, cependant, pas qu'on soit facilement emballé par les belles paroles, les faveurs des campagnes, les promesses vides et le charisme des candidats. Être originaire ou appartenir à une communauté (ethnique, tribale, régionale, raciale ou sexuelle) ne signifie pas nécessairement servir fidèlement et ouvertement cette communauté. On peut bien servir une communauté donnée sans en être originaire. De la même manière qu'il puisse être fait de se faire piloter par son propre frère qui n'est pas pilote de formation, l'utilisation des frères incompetents, même en politique, conduit au désastre.

Le bon candidat doit avoir une intégrité, au moins du premier degré ; il doit être sincère au cœur (ou dans l'âme) ; il doit être sage dans l'esprit et serviable dans son corps. Le bon leader doit faire preuve de la sincérité, de la sagesse et de la serviabilité. Ce qui lui permet de vouloir plus de bonheur pour tous, plus de justice et plus d'amour pour autrui. Il ne doit pas faire preuve de la « mentalité primitive de chacun pour soi. » La presque disparition des structures de l'éducation initiatique (mbongi, palabre, kanga, écoles initiatiques—Kinkimba, Lemba, K mpasi, Bwelo et Kikumbi par exemples-- et même la cour royale) et l'enseignement, actuel ne produisant que des exécutants, il n'est probablement pas possible qu'à 3 ans, on puisse avoir des candidats intègres au 2^{ème} degré, c'est-à-dire ayant plus de sincérité, plus de sagesse et plus de serviabilité pour être un Président de la République.

En tout état de cause, le profil de chaque candidat doit fournir des éléments de réponse aux questions suivantes : quelle est son expérience positive vécue ? quelle est la disposition d'esprit du candidat ? quel est son niveau de maturité ? qui sert-il ouvertement (quel rapport organisé a-t-il avec le peuple ?) ? a-t-il la capacité d'accepter les erreurs et les corriger ? est-il un profil du courage avéré ? quelles sont ses convictions ? quelle est sa vision ou l'idéal national et en a-t-il la discipline nécessaire pour la réaliser et la capacité d'entraîner les autres dans la réalisation ? La population peut s'organiser pour exiger des candidats de se soumettre à la preuve de son feu, pour enquêter librement sur eux, et même de consulter, à ce sujet, des spiritualistes avérés.

Les composantes, les entités et les partis politiques sont des coquilles. Ce sont les pensées politiques dont elles font preuve qu'il faut évaluer dans une problématique de politique contre politique. L'évaluation de chaque politique doit répondre aux questions suivantes : quelles sont ses idées sur la situation actuelle, comment en sortir, quelles sont les conditions de la réalisation de cette rupture et quel est l'opérateur pour réussir cette sortie ? Quelles sont ses idées sur la refondation de l'Etat, particulièrement en ce qui concerne les forces armées et nationales et l'administration publique ? Quelles sont ses idées sur l'organisation d'une économie nationale, la souveraineté culturelle et théorique et le rapport de notre pays à la mondialisation ? Et bien des autres questions imaginables.

Conclusion provisoire.

Nous avons essayé de montrer comment on peut lire la conjoncture actuelle des élections pour essayer de trouver des pistes de sortie de la situation. Le vote n'est qu'une forme de l'affirmation de l'adhésion à un système politique. Après l'effondrement du socialisme bureaucratique, l'idée d'une communauté humaine émancipée ou le communisme tend de plus en plus à être remplacée par celle de la seule recherche d'une configuration étatique préférable. L'Occident pousse l'idée que l'Etat parlementaire est ce « bon Etat » à préférer obligatoirement. Ce jugement normatif n'est souvent pas mis au débat par le **demos** congolais, par exemple. Nous pensons qu'il faut le débattre sans hésitation.

C'est dans cet ordre d'idées que nous pensons qu'il faut débattre aussi le projet de Constitution qui sera bientôt soumis au référendum populaire. Nous ne sommes pas obligés de l'adopter parce qu'il ne l'y aurait pas de temps. Même le chasseur le plus expérimenté peut rater le gibier s'il tire *en courant*. Nous n'allons pas tirer en courant, nous aurons nos pieds sur terre avant de tirer. Si cela veut dire qu'il faut retourner ce projet à l'Assemblée Nationale, il ne faudra pas hésiter un seul instant.

Nous devons oublier nos illusions et nous préparer pour la lutte. Je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions.

ERNEST WAMBA DIA WAMBA
Kinshasa, le 3 septembre 2005.